Revue européenne des migrations internationales

vol. 31 - n°1 | 2015

Femmes en migration : travail, famille

Aprile Sylvie, Bertheleu Hélène, Billion Pierre, *Étrangers dans le berceau de la France ? L'immigration en région Centre du XIX^e siècle à nos jours*

Ralph Schor

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7228>

DOI : 10.4000/remi.7228

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 178-181

ISBN : 979-10-90426-24-5

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Ralph Schor, « Aprile Sylvie, Bertheleu Hélène, Billion Pierre, *Étrangers dans le berceau de la France ? L'immigration en région Centre du XIX^e siècle à nos jours* », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°1 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 16 avril 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/remi/7228> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7228>

Notes de lecture

Aprile, Sylvie (dir)

Bertheleu, Hélène (dir)

Billion, Pierre (dir)

Étrangers dans le berceau de la France ?

L'immigration en région Centre du XIX^e siècle

à nos jours – Tours : Presses universitaires

François Rabelais, 2013 – 201 p.

ISBN : 978-2-86906-292-4

La région Centre n'est pas reconnue comme ayant été profondément marquée par l'immigration. Cependant, ce phénomène, même s'il n'a pas mobilisé des effectifs très importants, est ancien, original et concerne des nationalités très variées. Aussi le livre collectif qui étudie cette question est-il bienvenu.

L'ouvrage commence par une rétrospective historique qui part de 1789. Au XIX^e siècle, la région accueille des réfugiés politiques, les carlistes espagnols d'abord, puis des Polonais appartenant à la bourgeoisie intellectuelle et à l'aristocratie, tel que le riche comte Branicki, naturalisé en 1854. Les effectifs restent modestes : 6 625 étrangers en 1886, tandis que le seul département du Nord recense, la même année, plus de 153 000 étrangers. En 1911, encore, la région compte seulement 3 949 étrangers. Pendant la Grande Guerre sont introduits des travailleurs pour l'industrie, ainsi s'installent à Vierzon 400 coloniaux et 100 Chinois, tous étroitement surveillés. Dans l'entre-deux-guerres l'immigration se développe, 30 418 personnes sont dénombrées en 1931. Parmi les nouveaux venus figurent des réfugiés russes, arméniens et plus tard espagnols républicains, des travailleurs agricoles et industriels polonais, des ouvriers chinois dont Zhou En Lai, Chen Yi et Li Fuchun. Après la Deuxième Guerre mondiale arrivent les vagues maghrébines, portugaise et turque, ainsi que les réfugiés du Chili, d'Asie, d'Afrique et du Kosovo.

Dans les années 1970-1980, la ville de Dreux, qui se compose d'un étranger pour cinq habitants, devient un symbole par les problèmes sociaux qui s'y posent. D'autant que le militantisme du Front national en fait un lieu emblématique de son combat, alors que son maire, Françoise Gaspard, essaie de résister à la poussée extrémiste en donnant une analyse scientifique du phénomène.

La deuxième partie du livre propose des monographies qui, sur un fond historique, se placent surtout dans une perspective sociologique. La première étude est consacrée aux migrantes rurales polonaises de l'entre-deux-guerres, souvent astreintes à un travail harassant, parfois violées par leurs employeurs et parvenant, dans certains cas, à prouver leurs facultés de résistance. Ensuite sont présentés les ouvriers étrangers, polonais, maghrébins, ibériques embauchés dans la fonderie de Rosières, les conditions de leur recrutement, de leur vie sociale et culturelle, de leur intégration, vues notamment à travers le dépouillement d'un journal scolaire. Le chapitre centré sur le vieux Tours évoque la densité et la pauvreté régnant dans un quartier ancien dégradé ; d'intéressants récits de vie laissés par des Juifs étrangers illustrent le propos avec justesse. L'immigration portugaise, objet de la monographie suivante, retrace les étapes de l'intégration. Les vingt foyers de migrants que compte la région inspirent un développement qui montre le vieillissement des locataires et l'entre-deux identitaire dans lequel ils se situent. À Joué-lès-Tours, commune de 37 000 habitants, vivent 8 000 personnes issues de l'immigration ; là, une riche vie associative et, en particulier, un important club de lutte permettent l'émergence d'un relatif compromis interethnique et d'une sociabilité qui atténue

les difficultés. En revanche, à Romorantin, les Turcs sont réputés poser un problème, du fait de la permanence des frontières sociales et ethniques qui demeurent fortes.

L'ouvrage allie ainsi une fresque historique brève et précise avec des études de cas qui donnent une note concrète à l'analyse. C'est par de tels travaux qu'une région, où l'immigration n'est pas perçue comme un phénomène majeur du passé ancien ou récent, peut reconstituer une mémoire. Une mémoire nécessaire à la compréhension de la situation actuelle et dès lors utile à la recherche de solutions pouvant atténuer certaines tensions.

Ralph Schor

Professeur émérite d'histoire contemporaine,
université de Nice-Sophia-Antipolis

Piguet, Etienne (éd.)

Pécoud, Antoine (éd.)

Guchteneire de, Paul (éd.)

Migration and Climate Change – Paris
et Cambridge : Unesco Publishing and
Cambridge University Press, 2011 – 442 p.
ISBN : 978-1-197-01485-5 Hardback
ISBN : 978-1-107-66225-4 Paperback

Les réfugiés du futur seront-ils des réfugiés climatiques ? *Migration and Climate Change* est un des premiers ouvrages qui tente de répondre à cette question en interrogeant la relation entre migration et changement climatique, deux objets de préoccupation grandissante entre et pour les acteurs politiques et académiques. Collectif et pluridisciplinaire, cet ouvrage est édité en 2011 par l'UNESCO et par les Presses universitaires de Cambridge, sous la direction d'Étienne Piguet, et Antoine Pécoud. Vingt-six auteurs, majoritairement universitaires du monde anglo-saxon – dont plusieurs sont membres de l'Institut pour la sécurité environnementale et humaine de l'université des Nations Unies (UNU-EHS) –, mais aussi experts d'organisations inter-

nationales (UNESCO) et d'ONG (CARE International), contribuent aux seize chapitres de cet ouvrage. Issus de disciplines variées (climatologie, anthropologie, économie, démographie, épidémiologie, géographie, droit international, sciences politiques et sociologie), ils confrontent leurs points de vue sur les possibles répercussions migratoires des effets du changement climatique dans différents contextes, participant ainsi au débat brûlant qui mobilise la communauté internationale, les activistes et les politiciens.

L'ouvrage dresse en quelque sorte un état de l'art, à la fois théorique et empirique, de la question du lien entre migration et changement climatique. Il s'articule autour d'une introduction, *Migration and Climate Change*, produite par les trois éditeurs, suivie de deux parties. La première est consacrée à l'approche empirique par l'analyse d'études de terrain, *Evidence on the Migration-Climate Change Relationship*, la seconde, à l'approche théorique par la présentation des contextes politiques et juridiques, *Policy Responses, Normative Issues and Critical Perspectives*. L'ouvrage se termine par une conclusion produite par Stephen Castles, *Concluding Remarks on the Climate change-migration nexus* qui introduit de nouvelles perspectives sur la question.

La première partie s'ouvre sur la contribution d'une climatologue, Martine Rebetez, qui évoque les principales manifestations en cours du changement climatique (élévation des températures, modification des précipitations, multiplication des ouragans) et leurs effets (fonte du permafrost, montée du niveau des mers, sécheresses, inondations), sources de migrations involontaires. Elle recommande que les effets du changement climatique ne soient pas dissociés de ceux des actions anthropiques dans les programmes d'atténuation. Les contributions suivantes traitent des répercussions de la migration environnementale sur la vulnérabilité sanitaire dans le Nordeste

du Brésil (Alisson Flavio Barbieri et Ulisses E.C. Confalonieri), des impacts de la déforestation, de la croissance démographique et du déclin de l'agriculture sur les migrations des populations de la vallée de Chitwan au Népal (Pratikshya Bohra-Mishra et Douglas S. Massey), des multiples causes qui s'imbriquent dans les migrations dites environnementales survenant au Bangladesh (Allan Findlay et Alistair Geddes), de la migration qui devient forcée lorsque la vulnérabilité des populations habitant les deltas (Gange, Mékong, Côte orientale des États-Unis) et les petites îles (Tuvalu, Shishmaref, Papouasie – Nouvelle-Guinée) est accrue par les destructions des tempêtes et la montée des eaux (Anthony Oliver-Smith), de la nature des migrations environnementales attestées dans les études de cas du projet Each For (Environmental Change and Forced Migration Scenario) notamment dans les deltas du Nil et du Mékong et au Sahel (Koko Warner, Tamer Afifi, Alex de Sherbinin, Susana B. Adamo et Charles Ehrart). Une dernière contribution traite plus spécifiquement des conséquences de l'absence de protection internationale pour les réfugiés de l'environnement qui vont fuir les îles Kiribati et Tuvalu en raison de l'élévation du niveau de la mer (Jane McAdam). À l'issue de cette présentation d'une diversité de cas de migrations environnementales, deux constats s'imposent. Tout d'abord, ces études (à l'exception de celle sur la côte est des États-Unis évoquée par Anthony Oliver-Smith) sont toutes localisées dans les pays dits du Sud comme si ces derniers avaient l'apanage de la migration climatique. Ensuite, certains des lieux étudiés tels que Tuvalu ou les deltas du Gange et du Mékong sont cités et analysés de façon récurrente comme s'ils étaient devenus des hauts-lieux, marqueurs territoriaux du changement climatique.

La deuxième partie, quant à elle traite des contextes théoriques des migrations environnementales. Le cadre épistémologique est discuté à travers l'analyse

des interactions entre la recherche et le politique au travers de l'histoire du concept de migration environnementale (François Gemenne). La dimension politique est travaillée grâce à l'évocation des leçons que l'on peut tirer des anciennes politiques de réinstallations forcées de population afin de les appliquer au cas des migrants du changement climatique (Graeme Hugo) mais aussi par les recommandations d'une prise en compte des atteintes aux droits de l'homme par les implications du changement climatique pour des populations déplacées par la sécheresse et la désertification (Michelle Leighton). Les interrogations à propos du manque de protection des migrants climatiques déplacés dans leur propre pays (Khalid Koser), de l'absence de protection des réfugiés environnementaux dans le droit international (Christel Cournil) et des obligations étatiques de protection envers les réfugiés environnementaux (Astrid Epiney) constituent les principaux éléments de discussion du cadre juridique. Enfin, l'étude des répercussions des migrations climatiques selon le genre (Lori M. Hunter et Emmanuel David) permet d'analyser le contexte social.

Au-delà des enseignements de cette multiplicité d'études de cas et d'approches théoriques de la migration liée au changement climatique, cet ouvrage contribue, plus spécifiquement, à éclairer certaines composantes de la migration environnementale, notamment la nature de ses déterminants et les différentes formes que prend le déplacement. D'une part, le changement climatique par ses répercussions sur l'environnement n'est pas l'unique facteur de la migration. Ce qui est appelé migration climatique ou migration environnementale résulte, en effet, d'un faisceau de déterminants étroitement imbriqués, liés en partie à la dégradation de l'environnement mais aussi à des contextes spécifiques d'ordre économique, démographique, social et politique. De plus, cette migration peut relever d'une stratégie pro-active plutôt que réactive. Enfin, elle peut être volontaire plutôt que

forcée et ne crée pas toujours des réfugiés environnementaux ou climatiques. D'autre part, le changement climatique par ses répercussions sur l'environnement, n'est pas à l'origine d'une forme migratoire unique. Les déplacements pour causes environnementales varient dans le temps (la plupart des déplacements sont temporaires, quelques-uns sont de longue durée ou parfois, définitifs) et dans l'espace (la plupart sont de proximité et ont lieu à l'intérieur des frontières, quelques-uns peuvent être plus lointains, internes ou internationaux). Aussi, les clichés largement répandus sont-ils remis en cause, à l'image de la menace d'invasion des pays du Nord par des « hordes » de réfugiés climatiques.

Eleonora Guadagno

Politologue, docteure, MIGRINTER,
université de Poitiers

Véronique Lassailly-Jacob

Géographe, professeure émérite,
MIGRINTER,
université de Poitiers

**Ferréol, Gilles (éd.),
Berretima, Abdel-Halim (éd.)**

Polarisation et enjeux des mouvements migratoires entre les deux rives de la Méditerranée – Bruxelles/Fernelmont : EME/InterCommunications, collection « Mondes méditerranéens », 2013 – 234 p.
ISBN : 978-2-8066-1100-0

Cet ouvrage, centré sur l'analyse des mouvements migratoires entre le Maghreb et l'Europe, expose quatorze communications, parmi les plus riches et pertinentes, présentées lors d'un colloque international, organisé du 17 au 19 avril 2012, à l'université Abderrahmane Mira de Bejaïa. Il s'agit du fruit d'un travail de collaboration scientifique entre l'Algérie et la France. Il illustre, de façon concrète, comment peuvent s'organiser la réflexion et la conceptualisation en sociologie des migrations entre les deux rives de la Méditerranée. La première partie (Éléments de cadrage et de problématisation) et la

seconde (*Illustrations et témoignages*) comprennent, chacune, sept chapitres.

Le chapitre 1 (« Classer, désigner et dénommer. De l'étranger illégitime à l'immigré »), élaboré par Smaïn Laacher, permet d'entrer de plain-pied dans un cadrage à la fois théorique et philosophique de l'urgence associée aux décisions d'émigrer et à leur traitement par les pouvoirs étatiques d'accueil et de transit. Le lexique administratif, politique ou juridique utilisé implique, des conséquences précises en termes de choix d'accueil, voire d'ignorance des clandestins. Ces dispositifs réglementaires et de gestion engendrent une violence symbolique et psychique, parfois charnellement vécue. Michèle Leclerc-Olive (« Expériences migratoires et épistémologies sédentaires ») reprend le thème précédent des représentations sociales des « sans » (sans-papier, clandestins, sans asile, sans travail, sans patrie, etc.) en en approfondissant différentes dimensions porteuses de valeurs universalistes. Elle propose une analyse philosophique et sociologique des réactions face aux migrations : le nomadisme serait alors à considérer comme une constante structurale de la condition humaine et les « épistémologies sédentaires » (définies « à préjugés ») comme des ensembles de représentations orthodoxes et figées. C'est à un écrivain, symbole de l'histoire tumultueuse algérienne, que Tassidit Yacine consacre le chapitre 3 (« Exil et créativité, ou la subjectivité en question chez Jean Amrouche »). L'exposé met en relation l'expérience esthétique d'Amrouche, sa biographie, sa traversée curieuse et souffrante des sociétés d'une rive à l'autre de la Méditerranée, et les tensions d'appartenance (déracinement, enracinement, sentiment d'étrangeté quasiment camusien), éprouvées tant en Algérie qu'en France. Monique de Saint-Martin (« Abdelmalek Sayad, d'une rive à l'autre : à propos de l'œuvre d'un sociologue ») décrit par le menu l'œuvre pluridisciplinaire, anthropologique, historique et sociologique de ce spécialiste des migra-

tions. Observateur des biographies et des expériences personnelles, théoricien du phénomène migratoire comme fait social total, Sayad a laissé un héritage scientifique et scriptural fertile en problématiques de recherche.

Le lecteur trouvera une synthèse instructive sur de récentes statistiques des flux migratoires, effectuée par Noredine Cherif-Touil (« L'impact de la crise économique sur les flux migratoires des pays du Sud vers les pays du Nord »). Les immigrés non européens ont subi encore plus fortement l'ébranlement financier de 2008. Ces populations ont servi, assez régulièrement, de « variable d'ajustement » notamment pour la gestion de la main-d'œuvre dans les multinationales du bâtiment et des travaux publics européennes. Cependant, « ni la détérioration des conditions de travail, ni les baisses substantielles de salaires, ni les périodes de chômage plus ou moins longues ne semblent inciter ces migrants à retourner définitivement dans leur pays d'origine » (p. 73). Marie-Antoinette Hily, rejoignant les propos de Michèle Leclerc-Olive dans le chapitre 2, invite à réinterroger, tant philosophiquement qu'analytiquement, les interactions entre la sédentarité ainsi que l'expérience nomade et transnationale (« Migrations et migrants dans l'espace méditerranéen »), en évoquant des notions comme celles de « l'homme frontière », de « transnationalisme », de « circulation » (Appadurai) ou de « logiques multiples de l'altérité » (p. 86). Djnina Ouharzoune conclut cette première partie par un texte riche en informations et en perspectives de réflexion (« De la matrice coloniale à la matrice globalisée : le cas de l'émigration algérienne »). Il décrit le passage d'une vision ethnicisée et discriminatoire des nombreux émigrants Algériens et Nord-Africains et Subsahariens, étant venus combattre et travailler en France durant la guerre de 1914-1918, à l'« épuisement de la matrice coloniale » (ouverture de l'Algérie à l'économie de marché, impact de la guerre civile et émigration vers d'autres pays,

comme le Canada, migrations d'individus hautement qualifiés). Ce dernier processus a, ainsi conduit à une « diasporisation » et à une coloration politique et intellectuelle des migrations algériennes.

Jean-Yves Causer (« Candidature à la nationalité française et violences symboliques ») expose, au début de la seconde partie – consacrée à l'approfondissement de monographies et de témoignages –, une analyse à la fois précise et pudique de « parcours de vie » d'une mère de famille kabyle et de son appréhension progressive et significative, socio-anthropologiquement parlant, de la naturalisation. Dans le chapitre 9 (« Diversification des destinations et nouvelles stratégies de départ en Méditerranée occidentale »), Bruno Laffort, dans un texte engagé (« Diversification des destinations et nouvelles stratégies de départ en Méditerranée occidentale »), examine la politique européenne d'immigration ainsi que les conséquences – en matière de choix de pays de destination (le Canada, comme alternative) ou de modalités souvent illégales de migration – d'une fermeture des frontières en France et sur le Vieux Continent. Dans le chapitre suivant (« L'immigration algérienne en France. À propos de quelques enjeux »), Gérard Noiriel retrace les différentes phases historiques de l'émigration des Algériens en France. D'une immigration coloniale à la fin du XIX^e siècle à 1945, on est passé à un statut de reconnaissance et de libre circulation jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. L'« indigène » devient, après les accords d'Évian, un « étranger » sur le plan juridique. L'un des éléments les plus intéressants de ce chapitre est la représentation positive diffusée sur les « indigènes » (Maghrébins, Noirs-Africains) qui étaient vus, entre 1930 et 1950, comme moins menaçants et plus fiables que les peuples ennemis « aux frontières » (Italiens ou Espagnols). Cependant, une stéréotypie raciste s'est développée, parallèlement à cette vision instrumentale des migrants des colonies, et a fait de nombreux ravages durant la même période historique.

C'est à une réflexion globale sur les migrations entre l'Algérie et la France qu'Ahsène Zehraoui consacre ensuite un texte riche et dense (« L'immigration algérienne : rétrospective et perspectives »). Rappelant l'impact initialement destructeur de l'opération de spoliation foncière, au début de la colonisation, l'auteur centre ensuite son propos sur les conditions de la socialisation des immigrés algériens en France. Une synthèse des travaux de sociologie de la famille immigrée algérienne est utilement proposée ainsi qu'une suite de lignes prospectives et interprétatives des conditions contemporaines de vie. Au chapitre 12, Abdel-Halim Berretima (« Les intellectuels algériens : entre exil et précarité ») trace un tableau poignant des conditions de vie, au pays et en France, des catégories les plus « démocratistes » et cultivées d'Algérie, contraintes d'émigrer durant la montée des autoritarismes de la junte au pouvoir, l'arabisation des universités et les persécutions islamistes et de la Guerre civile. Au chapitre suivant, Massika Lanane aide à appréhender les phénomènes migratoires et de transit en Algérie de personnes provenant du Sahel et d'Afrique noire (« La migration africaine en Algérie : une éventuelle intégration ou un passage à l'autre rive de la Méditerranée ? »). Certes, il y a toujours eu une tradition de libre circulation dans le sud algérien autorisant notamment les Touaregs à commercer et à venir travailler dans certaines zones agricoles. Mais avec l'évolution de la réglementation européenne et l'influence de facteurs les plus divers (catastrophes climatiques, guerres, instabilité de certains États, etc.), l'Algérie devient une terre de transit permanent, sinon d'accueil difficile, à la fois tolérant et peu cadré juridiquement, pour des groupes d'Africains migrant vers l'Europe. Dans le dernier chapitre du livre (« L'émigration irrégulière dans l'Algérie du XXI^e siècle. La production sociopolitique de l'exil à domicile »), Salim Chena analyse, avec finesse et précision, la situation de mort sociale imposée à des milliers de

personnes, dont de nombreux jeunes, qui n'ont aucun espoir de pouvoir vivre dignement dans leur quartier ni même d'obtenir une place au cimetière déjà surpeuplé. Le choix de devenir un *harrag* est alors la seule possibilité de résister à une domination politique et urbaine insupportable.

Diverses tendances sont repérables tout au long des quatorze chapitres. On note, d'abord, l'existence d'un aveuglement des États, tant européens qu'africains, face à des situations humaines complexes qui dépassent les obsessions de contrôle social de certains administrateurs et politiques et les catégorisations administratives et les stéréotypies d'usage. La perdurance transnationale d'une profonde misère morale et politique est tout aussi déterminante que les facteurs économiques pour comprendre la récurrence de l'espérance présente dans de nombreux choix d'émigrer. Enfin, la globalisation culturelle et l'imaginaire de l'Europe, voire de l'Amérique, ne constituent pas que des attracteurs négatifs. Ces deux phénomènes favorisent une sorte de « magnétisation » pour le mode de vie libéral qui est l'exacte et vitale inversion des conceptions intégristes et des politiques mortifères clientélistes et autoritaristes de certains États africains d'émigration. On se découvre alors proche de ceux qui sont de l'« autre côté », en Algérie, au Maroc ou ailleurs en Afrique noire, pouvant, par faiblesse pour certains, céder aux sirènes des fanatismes mais qui, pour la plus grande part, tentent simplement de mieux vivre et jouir de leur existence au jour le jour.

Il faut vraiment insister sur l'importance éditoriale et scientifique de cet écrit collectif, coordonné par Gilles Ferréol, auteur de l'introduction, et Abdel-Halim Berretima, son collègue de Béjaïa. Il est non seulement le fruit d'une coopération intellectuelle aboutie mais est aussi une réussite d'écriture en soi. Il constitue un matériau précieux pour tout chercheur

ou étudiant voulant faire le point sur la sociologie des mouvements de migrations entre l'Afrique et l'Europe. Il demeure enfin un moyen d'éclairer les citoyens des deux rives de la Méditerranée sur ces phénomènes en évolution constante et sur leur grande proximité humaine et philosophique.

Jean-Marie Seca

Sociologue, professeur à l'université de Lorraine, rattaché au Laboratoire lorrain de sciences sociales